

# Des actions et des moyens : pour la ferme durable de demain



**Le 6 décembre  
dernier, plus  
d'un millier de  
productrices et  
producteurs agricoles  
ont pris part à une  
grande marche  
à Québec jusque  
devant l'Assemblée  
nationale pour  
déposer un  
manifeste qui fait  
état des difficultés  
vécues par les  
agriculteurs  
québécois et leurs  
entreprises et  
revendiquer des  
solutions à ces défis.**

Je vous invite à consulter le manifeste, si ce n'est pas déjà fait, sur le site de l'Union des producteurs agricoles. Alors que notre confédération aura 100 ans en 2024, 100 ans de labeur et de revendications par nos prédécesseurs, elle note dans son manifeste : « Aujourd'hui, nous, les 42 000 productrices et producteurs agricoles et forestiers du Québec, interpellons le gouvernement afin de prioriser notre mission si névralgique pour la société québécoise, à travers une nouvelle politique bioalimentaire forte et adaptée à l'ampleur de ces nouvelles règles économiques, environnementales et sociales, dans un contexte mondialisé déloyal et marqué par les changements climatiques. »

Avec raison. Les défis que nous devons relever dans les prochaines années sont importants et il faudra que tous les acteurs mettent la main à la pâte. Les producteurs, bien entendu, en adoptant les meilleures pratiques pour continuer de diriger des entreprises performantes qui répondent aux attentes du marché. Pareillement, tous les membres de la filière devront soutenir ces efforts en innovant dans l'offre de services, mais aussi en appuyant l'adoption de nouvelles pratiques, notamment par une rémunération juste de ces efforts. Et finalement, l'État devra aussi jouer un rôle crucial.

Le gouvernement québécois est responsable de la protection et de la durabilité du bien commun sur le territoire du Québec. Cela implique notre capacité à nourrir notre monde, pas seulement aujourd'hui, après une année 2023 marquée par une hausse vertigineuse des taux d'intérêt et des conditions météorologiques difficiles, mais pour les 100 prochaines années.

Pour cela, nous devons commencer à planifier dès maintenant la création d'outils requis pour assurer la durabilité des fermes intégrant une vision 2030, alors que le gouvernement doit poser des gestes concrets pour nous permettre d'atteindre ces objectifs. Nous parlons d'une ferme rentable, exploitée par ses propriétaires et qui permet aux productrices et aux producteurs de vivre de leur métier dont la pérennité est assurée pour une possibilité de relève, le tout en fournissant à la population des denrées alimentaires qui répondent à leurs attentes. L'État a un rôle à jouer pour concrétiser cette vision. Car il faut se le rappeler, il n'y a pas de nourriture sans agriculture et pas d'agriculture sans agriculteurs.

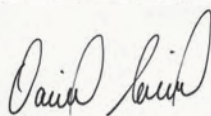
---

Le gouvernement québécois est responsable de la protection et de la durabilité du bien commun sur le territoire du Québec. Cela implique notre capacité à nourrir notre monde, pas seulement aujourd'hui, après une année 2023 marquée par une hausse vertigineuse des taux d'intérêt et des conditions météorologiques difficiles, mais pour les 100 prochaines années.

---

Bien entendu, il y a la lourdeur administrative imposée par un grand nombre de règlements gouvernementaux dont certains sont redondants, mais aussi par les programmes que nous gérons. Un allègement s'impose pour s'assurer de bien utiliser les ressources humaines et financières à la ferme et autour également. Le gouvernement a aussi un rôle à jouer dans l'accompagnement des fermes québécoises pour l'adaptation aux attentes sociétales et à la résilience face aux changements climatiques. Afin de maintenir un panier alimentaire à un prix stable, l'État doit être présent pour soutenir ce qui est insoutenable à la ferme.

Évidemment, nous gardons les yeux fermement fixés sur l'objectif d'avoir des fermes durables au Québec. Nous en avons fait un sujet de discussion important lors de nos Journées de réflexion et dans nos consultations en région. Alors que le gouvernement Legault s'apprête à adopter une nouvelle politique bioalimentaire, nous l'invitons, lui aussi, à avoir une vision et à s'assurer d'une cohérence dans les politiques qui en découleront par l'ensemble de ses ministères.



DANIEL GOBEIL  
président